



Déclaration de la FSU à la manifestation du 15 mai 2008

FSU 63

Nous avons entendu le Président de la République lors de son récent show télévisé de 90 minutes. Sur le ton du « je sais que ça vous fait mal, mais je continue parce que c'est bon pour vous » il a confirmé la poursuite et l'accentuation d'une politique largement contestée et dont les résultats risquent d'être plus d'inégalités et de pauvreté, moins de pouvoir d'achat et de solidarité.

La FSU réclame un service public répondant mieux aux besoins de toute la population.

Contrairement à ce qu'il prétend, le Président de la République n'a reçu aucun mandat pour remettre en cause ces acquis essentiels. Avec son gouvernement, il considère l'action publique comme une dépense, jamais comme une source de richesse. Creusant les déficits par sa politique fiscale, il veut réduire au maximum les dépenses d'intérêt général dans les secteurs de la famille, du logement, de la santé, de la solidarité, de l'emploi formation. Il refuse de répondre par des créations d'emploi à la situation critique de l'hôpital public. Il programme de nouvelles coupes claires dans les effectifs de fonctionnaires de l'État (160 000 suppressions en quatre ans). Il décharge l'État de nombreuses missions en les renvoyant vers les collectivités territoriales sans pour autant leur donner les moyens de développer de vrais services publics locaux et démocratiques, programmant le corsetage de l'emploi public territorial.

Comme l'a clairement résumé le Premier ministre le 10 octobre 2007 « *La réforme de l'État supposera que chacun d'entre nous accepte qu'il y ait moins de services, moins de personnel, moins d'État sur son territoire.* »

Nous FSU, nous ne l'acceptons pas !

La FSU aujourd'hui est du côté de ceux qui veulent protéger et développer la fonction publique. Pour TOUS au service de TOUS !

La FSU propose à tous de se saisir de l'Appel « *Le Service Public est notre Richesse* » comme outil de mobilisation et de débat avec l'ensemble de la population.

Nicolas SARKOZY tout en reconnaissant la baisse sensible du pouvoir d'achat campe sur ses positions et ignore la revendication d'augmentation générale des salaires. Il en reste à sa doctrine du « travailler plus » en dépit des impasses économiques et sociales où elle a conduit. Il met en avant l'intéressement dans le secteur privé, accompagné de nouvelles exonérations de charges pour les employeurs, avec le risque de grever un peu plus les recettes pour la protection sociale. Il ne dit rien sur les traitements des fonctionnaires.

Défendant des choix fiscaux et budgétaires inégalitaires à l'efficacité économique et sociale discutable, il ne voit dans la fonction publique et les services publics que des dépenses à réduire à tout prix en ignorant les richesses qu'ils constituent.

Affichant sa considération pour les organisations syndicales ; il nie en réalité leur rôle en ignorant leurs refus et leurs propositions, comme c'est le cas par exemple avec le projet de sanction des chômeurs ou avec la confirmation de l'allongement de la durée de cotisations pour une retraite à taux plein.

En matière de retraite il continue à ressasser les mêmes arguments, cachant la réalité qui est que l'allongement de la durée de cotisations s'accompagne d'une baisse des pensions y compris pour ceux qui travaillent plus longtemps.

La FSU défend pour tous les salariés un taux de 75% à 60 ans pour 37.5 annuités alors que le gouvernement nous promet les 41 annuités dans un proche avenir.

La FSU a pris connaissance des propos tenus à son encontre prêtés par le Canard Enchaîné au Président de la République :

Quand il parle des syndicats des profs, « ces irresponsables qui entraînent les lycéens dans la rue », ces syndicats de la FSU dont il dit « Il n'y a pas pire comme conservatisme, la CGT est mille fois plus moderne que la FSU. Avec Bernard Thibault, on peut parler et même se comprendre (comme le Canard Enchaîné, je ne suis pas sûr que Bernard Thibault apprécie le compliment). Avec Aschieri la seule possibilité, c'est de le combattre et de le battre. » la FSU n'admet pas la provocation quand il dit encore « Ils peuvent faire la grève le 15 mai, le 16, le 17 et jusqu'en juin s'ils le veulent ça ne nous impressionne pas. Sur la suppression des postes d'enseignants, on ne reculera pas. Au début Darcos était timoré, mais il a compris la leçon : aujourd'hui il n'a plus peur de cogner sur les syndicats, et il n'a pas hésité à reposer le problème du service minimum dans les écoles. Il montre qu'il a des couilles. D'autres Ministres devraient prendre modèle sur lui. ».

Monsieur Nicolas Sarkozy vous, vous avez démontré outre votre grossièreté, que vous méritez bien le surnom de « Méprisant de la république » que vous a donné un puydomois. Vous vous souvenez avec rancoeur de Mai 68, vous vous souvenez sans doute moins du 5 Mai 1789 où quelqu'un avait écrit sur les murs de Paris « Les grands ne nous paraissent grands que parce que nous sommes à genoux : Levons-nous ! ».

Vous vous souviendrez Monsieur le « Méprisant de la république » de Mai 2008 où les travailleurs, le peuple de France se seront levé pour combattre votre politique qui affiche l'objectif de détruire tous les acquis sociaux si chèrement gagnés par nos anciens.

Oui nous allons vous combattre aujourd'hui mais aussi le 18 en manifestation nationale à Paris, le 22 avec l'intersyndicale interprofessionnelle et d'autres jours encore et encore, et comme disait un autre « Vivement la victoire et pour toujours ! » ou dans la version originale « Hasta la victoria siempre ! »